

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

L'IMPUISSANCE SOCIALISTE

Emblématique promesse de François Hollande, l'inversion de la courbe du chômage, déjà promise pour fin 2013, n'est toujours qu'une fiction socialiste. L'annonce des chiffres du chômage en avril confirme à nouveau ce cinglant échec du gouvernement.



LES SOCIALISTES BATTENT TOUS LES RECORDS

Les chiffres du chômage pour le mois d'avril sont sans appel : avec **26200 chômeurs supplémentaires** sur ce mois pour la seule catégorie A (+0,7 %), la France métropolitaine compte **3,536 millions de personnes sans aucune activité**, en progression de 5,1 % sur un an. Au total **5,645 millions de personnes sont touchées par le chômage** (France entière), en hausse de 6,8 % en un an.

LE CHIFFRE

1 053 000 chômeurs de plus depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande (France entière).



NOUVELLE PROGRESSION DU CHÔMAGE EN VUE

L'annonce des chiffres du chômage pour le mois d'avril, +0,7 %, est une nouvelle étape dans l'avancée du chômage en France depuis l'élection de François Hollande. Depuis avril 2012, la France métropolitaine compte plus de 642000 chômeurs (catégorie A). Les organismes internationaux ainsi que l'Institut national de la statistique anticipent une poursuite de la hausse du chômage en 2015. L'Unédic estime que le nombre de chômeurs va progresser de 104000 sur l'année 2015 en France métropolitaine.



LA FRANCE À LA TRAÎNE

Dans un contexte économique favorable, avec la dépréciation de l'euro par rapport au dollar et la chute des prix du pétrole, la France conserve un taux de chômage bien plus élevé que nombreux de ses partenaires européens. Ce taux est supérieur à 10 % en France (10,3 %) alors qu'il s'établit à 5 % en Allemagne et à 6,1 % au Royaume-Uni. Le taux de chômage est même supérieur en France comparé à la moyenne de l'Union Européenne (10,2 %). (Eurostat, 2014)

La comparaison avec le taux de chômage aux États-Unis (6,2 %) aboutit au même résultat : la France décroche.



SANS RÉFORMES COURAGEUSES, PAS D'AMÉLIORATION

Des réformes ambitieuses, plus que des annonces, voilà ce dont a besoin notre économie pour poser les bases d'une croissance durable, capable de générer des emplois !

Le ministre du Travail a affirmé début avril qu'une réforme du contrat de travail n'était pas une nécessité. En lieu et place, il promet de nouveaux contrats aidés, financés par l'impôt. Paniqué, le gouvernement a annoncé, suite aux très mauvais chiffres du chômage pour le mois d'avril, la création de **100 000 contrats aidés supplémentaires** pour un coût de **400 millions d'euros cette année et 700 millions d'euros en 2016**. Le gouvernement avait déjà ajouté 45 000 contrats aidés dans le cadre du budget 2015 et levé 170 millions d'euros en mars pour ces dispositifs. Ce nouveau recours à un **traitement social du chômage** témoigne de l'incapacité gouvernementale à répondre réellement à la terrible progression du chômage dans notre pays !

Il est nécessaire, pour créer des emplois et faire reculer le chômage, **d'alléger massivement les charges et les contraintes qui pèsent sur les entreprises.**

François Hollande a fait de la baisse du chômage la priorité de son quinquennat, allant même jusqu'à dire qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle si le chômage ne reculait pas d'ici 2017. Avec un million de chômeurs supplémentaires depuis son élection, il est plus que temps de passer de la parole aux actes !